

Monsieur l'Orateur, le très honorable premier ministre ne nous a pas dit cet après-midi qu'en 1914, avant la première guerre mondiale, notre dette nationale n'atteignait pas un milliard de dollars, tandis qu'en 1918, soit quatre ans plus tard, elle était de l'ordre de trois milliards et demi ou trois milliards et trois quarts. D'où étaient donc venus ces trois milliards, pendant la guerre?

De 1918 à 1939, notre dette nationale n'a pratiquement pas augmenté. Elle est demeurée aux environs de trois milliards et demi, trois milliards trois quarts. Nous avons traversé les années de crise en disant au peuple canadien: C'est une crise mondiale. Crevez de faim assis sur des tas de blé, sur des montagnes de blé, et ce alors qu'on jetait des montagnes de blé, des millions de sacs de farine dans les lacs Supérieur, Erié et Ontario, et que 600,000 personnes et leurs familles étaient sous-alimentées. On brûlait des pommes de terre dans le Nouveau-Brunswick. On détruisait la production. Les commerces s'en allaient vers la faillite, la ruine totale. C'était la grande crise économique, parce qu'on n'avait pas d'argent, monsieur l'Orateur.

Notre dette nationale est demeurée à trois milliards de dollars jusqu'à 1939. Or, de 1937 à 1945, la dette nationale est passée de trois milliards et demi, trois milliards trois quarts à dix-sept milliards, soit une augmentation de quatorze milliards. Mais d'où venaient donc ces 14 milliards avec lesquels on a subventionné la guerre?

Moi-même, j'ai vécu la crise, j'étais un jeune homme, à ce moment-là. Nous cherchions des emplois, et il n'y en avait ni pour les jeunes, ni pour les pères de famille. Monsieur l'Orateur, en 1939, on lançait cette invitation à toute la jeunesse canadienne: Cela fait dix ans que vous n'avez pas mangé de pain, cela fait dix ans que vous n'êtes pas bien vêtus, cela fait dix ans que vous êtes mal logés, venez maintenant dans l'armée de Sa Majesté pour défendre ce que vous venez de connaître, ce que vous venez de subir: la crise économique. Venez défendre la civilisation et la chrétienté. C'est ce qu'on nous disait!

Là, on soutirait la main-d'œuvre nécessaire à la production des biens utiles pour le Canada. Ces 800,000 jeunes gens qu'on s'est donné pour mission de vêtir, de loger convenablement, d'expédier sur les champs de bataille, ne produisaient pas pour l'ensemble de la population, mais allaient défendre la patrie canadienne. Pendant ces années de guerre, quand avons-nous entendu le gouvernement libéral nous dire que nous manquions d'argent pour fabriquer des canons, des obus ou des engins de destruction, pour vêtir les soldats, pour les nourrir, pour les transporter en Europe? Jamais! Au contraire, le Canada a

atteint un niveau de vie plus élevé qu'avant la guerre et pendant la crise économique.

En plus de cela, le gouvernement canadien a trouvé le moyen de faire à l'Angleterre des dons de l'ordre de 5 milliards de dollars. Est-ce que le gouvernement canadien, chaque fois que nous lancions des bombes sur l'Allemagne, envoyait une lettre à Hitler et lui disait: Si tu ne paies pas comptant, on ne te les lancera pas? Bien sûr que non. Nous lui avons donné tout cela gratuitement pendant ces cinq années de guerre.

Aujourd'hui, le ministre des Finances, le très honorable premier ministre et le gouvernement viennent nous dire qu'ils manquent d'argent, alors que l'économie canadienne est florissante. Si la guerre éclatait demain, on trouverait encore des milliards pour habiller les jeunes. On enverrait nos universitaires continuer leurs cours dans des universités militaires; on trouverait des milliards pour fabriquer des chars d'assaut, des obus et des canons. Pour faire la guerre, on trouverait encore des milliards, mais lorsqu'il s'agit de donner un essor économique au Canada, de créer des emplois pour les 80,000 chômeurs de la ville de Montréal, de créer de l'emploi pour les 400,000 ou 500,000 chômeurs canadiens, le gouvernement nous dit: Nous ne pouvons pas, les conditions financières ne nous le permettent pas. Le gouvernement est à plat ventre, il est à quatre pattes devant un système financier.

Le premier ministre continuait ses jérémiades cet après-midi, en disant:

● (8.30 p.m.)

[Traduction]

Notre problème le plus inquiétant, c'est la menace que font peser sur notre stabilité financière les taux d'augmentation des prix, des revenus et des coûts que l'économie canadienne a connus dernièrement et qui se maintiennent.

[Français]

Qui a créé cette situation-là, qui a créé l'instabilité financière, qui a créé l'augmentation des prix et du coût de production? Ce sont les augmentations de taxes; ce ne sont pas les seules dépenses gouvernementales.

Le premier ministre disait aussi:

[Traduction]

L'augmentation de la productivité est essentielle à la hausse des revenus, sans la sorte d'inflation qui saperait rapidement les avantages que nous pourrions autrement tirer de cette hausse.

[Français]

Nous reconnaissons que l'amélioration du niveau de la vie doit être intimement liée à l'augmentation de la productivité. À l'heure actuelle, les entrepôts de nos usines, de nos grossistes et de nos détaillants sont remplis à craquer de toutes sortes de choses. Pour s'en